

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES
COURANTES ET SERVICES :**

N° 25OCC06G

PROCEDURE

APPEL D'OFFRES OUVERT

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

ACHETEUR PUBLIC :

La CCI Occitanie, coordonnateur du
groupement de commande

OBJET :

FOURNITURE ET ACHEMINEMENT
D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL
ET SERVICES ASSOCIES

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	1
GLOSSAIRE.....	3
DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1. OBJET.....	4
ARTICLE 2. FORME DU CONTRAT	4
ARTICLE 3. ETENDUE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 5. DUREE ET DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
5.1 Durée de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents.....	5
5.2 Hypothèse de durée de fourniture des marches subsequents	5
ARTICLE 6. PERIMETRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
6.1 Périmètre initial	6
6.2 Evolution du périmètre.....	6
ARTICLE 7. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
7.1 Pièces particulières de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents.....	7
7.2 Textes législatifs et réglementaires	8
7.3 Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement de créances	8
ARTICLE 8. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	8
8.1 Engagement de réponse.....	8
8.2 Conditions de la mise en concurrence.....	8
8.3 Contenu de la consultation	9
8.4 Variantes et prestations supplémentaires	9
8.5 Délai de validité des offres	9
8.6 Critères de jugement des offres.....	9
DISPOSITIONS TECHNIQUES.....	11
ARTICLE 9. OPERATIONS PREALABLES A LA FOURNITURE	11
9.1 Réunion de démarrage	11
9.2 Méthodologie de gestion de la bascule.....	11
ARTICLE 10. RELATIONS CLIENTS.....	13
ARTICLE 11. ORIGINE RENOUELABLE DE LA FOURNITURE D'ELECTRICITE	13
11.1 Conditions associées à la fourniture d'électricité d'origine renouvelable	13
11.1 CHOIX associes à la fourniture d'électricité d'origine renouvelable.....	13
ARTICLE 12. ORIGINE RENOUELABLE DE LA FOURNITURE DE GAZ.....	14
12.1 Conditions associées à la fourniture DE gaz d'origine renouvelable	14
12.1 CHOIX associées à la fourniture de gaz d'origine renouvelable	14
DISPOSITIONS FINANCIERES.....	15
ARTICLE 13. PRIX DE L'ELECTRICITE.....	15
13.1 Prix de règlement.....	15

13.2 Prix de l'énergie	15
ARTICLE 14. FACTURATION ET REGLEMENT	19
14.1 Établissement des demandes de paiement (factures)	20
14.2 Modalité du règlement des sommes à payer au Titulaire	21
ARTICLE 15. PENALITES APPLICABLES	21
15.1 Pénalités applicables relatives a la mise en œuvre de la bascule	22
15.2 Période de rodage (hors mise en œuvre de la bascule)	22
15.3 Pénalités applicables (hors mise en œuvre de la bascule)	22
ARTICLE 16. CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT	23
16.1 Retenue de garantie	23
16.2 Avances	23
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	24
ARTICLE 17. LANGUE ET MONNAIE	24
ARTICLE 18. SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE.....	24
18.1 Sous-traitance	24
18.2 Cotraitance	24
ARTICLE 19. AUTORISATIONS DE FOURNITURE AUX CLIENTS ASSURANT UNE MISSION D'INTERET GENERAL	24
ARTICLE 20. DOMMAGES ET ASSURANCE	24
ARTICLE 21. DECLARATIONS FISCALES ET SOCIALES	25
ARTICLE 22. CONFIDENTIALITE	25
22.1 Obligations de confidentialité	25
22.2 Protection des données à caractère personnel	25
ARTICLE 23. DIFFERENDS ET CONTENTIEUX	25
ARTICLE 24. EXCLUSIVITE	26
ARTICLE 25. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	26
ARTICLE 26. RESILIATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	26
ARTICLE 27. DEROGATION AU C.C.A.G. FCS.....	26

GLOSSAIRE

ELD	Entreprise Locale de Distribution
GRD/T	Gestionnaire du Réseau de Distribution / Transport
GWh	Gigawatt-heure (10^9 Watt-heure, soit mille MWh)
MWh	Mégawatt-heure (10^6 Watt-heure)
PCE	Point de comptage et d'estimation
PEG	Point d'échange gaz
CAR	Consommation Annuelle de Référence
CJA	Capacité Journalière d'Acheminement, en MWh/j
ATRD	Accès des Tiers aux Réseaux de Distribution de gaz
ATRT	Accès des Tiers aux Réseaux de Transport de gaz
T1	Site dont la CAR < 6 MWh
T2	Site dont la CAR est comprise entre 6 MWh et 300 MWh
T3	Site dont la CAR est comprise entre 300 MWh et 5000 MWh
T4	Site dont la CAR > 5000 MWh
ARENH	Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique
CARD	Contrat d'Accès au Réseau public de Distribution
C1	Site disposant de contrats séparés, pour l'achat d'énergie s(avec le fournisseur) d'une part, et pour l'acheminement d'électricité (avec le gestionnaire de réseau de distribution ou de transport) d'autre part. On parle de contrat CARD ou CART (Contrat d'Acheminement sur le Réseau de Distribution / Transport).
C2	Site raccordé en haute tension (> 1 000 V) et de puissance souscrite supérieure à 110kW. Dans ce cas, le GRD relève la courbe de charge de ce site, au pas 10 minutes. On parle de site « à courbe de charge » ou « télérelevé ».
C3	Site raccordé en haute tension (> 1 000 V) et de puissance souscrite inférieure à 110kW. Dans ce cas, le GRD relève les index de consommation mensuels. On parle de site « à index » ou « profilé ».
C4	Site raccordé en basse tension et de puissance souscrite strictement supérieure à 36 kVA
C5	Site raccordé en basse tension et de puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA
PDL	Point de Livraison
RTE	Réseau de Transport d'Electricité
SGE	Système de gestion des échanges - Portail d'échanges avec le gestionnaire de réseau ENEDIS
TURPE	Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité

DISPOSITIONS GENERALES

Les attributaires des accords-cadres et les titulaires des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux termes et conditions définies dans le présent CCP.

ARTICLE 1. OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et l'acheminement d'électricité et de gaz naturel et services associés.

ARTICLE 2. FORME DU CONTRAT

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents conformément aux dispositions des articles L. 2125-1, et R. 2162-1 à R2162-12 du code de la commande publique. L'accord-cadre permettra de remettre les attributaires en concurrence par l'intermédiaire d'un marché subséquent. Les marchés subséquents sont passés et attribués dans les conditions définies dans le Cahier des clauses particulières (CCP).

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum, défini en quantité et fixé à tel que précisé ci-dessous sur la durée totale de l'Accord-Cadre.

Lot	Quantité Maximum
Lot 1 Electricité	96 GWh
Lot 2 Gaz	60 GWh

ARTICLE 3. ETENDUE DES PRESTATIONS

Le présent accord cadre inclut les prestations ci-dessous des sites de consommation des segments C4 à C5 – T2 à T3 :

- la fourniture d'électricité et de gaz naturel et des prestations afférentes ;
- l'accès au réseau public de distribution et son utilisation dans le cadre d'un contrat unique et toutes prestations associées

Dans le cas où il n'existe pas de contrat de livraison direct avec le GRD (CARD), les contrats conclus avec les titulaires sont des « contrats uniques », c'est à-dire des contrats regroupant la fourniture, l'accès et l'utilisation des réseaux. Le titulaire est, du fait du contrat unique, l'intermédiaire auprès du gestionnaire de réseau, conformément aux dispositions régissant les conditions d'accès et d'utilisation du réseau public de transport et de distribution. Ces dispositions sont définies dans le contrat GRD-Fournisseur conclu entre le GRD et le titulaire du marché, dans les conditions de Distribution (gaz) et le catalogue des prestations du GRD.

Les sites de consommation à fournir en énergie sont raccordés au réseau de distribution d'ENEDIS pour l'électricité et de GRDF pour le Gaz/d'ELD.

L'accord-cadre n'est pas alloti dans la mesure où la dévolution en lots séparés :

- N'est pas justifiée par l'exécution de prestations distinctes (article L.2113-10 du Code de la commande publique).

Est susceptible de restreindre la concurrence et rendre techniquement plus difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations (article L.2113-11 du Code de la commande publique).

ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est alloti de la façon suivante :

- Lot n°1 : Electricité – C4 C5 – ENEDIS
- Lot n°2 : Gaz – T2 T3 – GRDF

ARTICLE 5. DUREE ET DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Chaque accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification. Le début de l'accord-cadre ne vaut pas début de fourniture.

Des marchés subséquents pourront être notifiés jusqu'à la fin de la période de validité de l'accord-cadre, cependant l'exécution de l'ensemble des marchés subséquents en cours devra être terminée maximum six mois au plus tard après la fin de la période de validité de l'accord-cadre.

Chaque marché subséquent est conclu pour une durée totale allant de sa date de notification à la date de fin d'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG FCS en vigueur, la date de début de fourniture en énergie est nécessairement postérieure à la date de notification des marchés subséquents. Elle tient compte des délais inhérents aux démarches préalables à la fourniture d'énergie. De même, la date de fin de fourniture ne met pas fin aux prestations de services, et notamment l'accès aux données numériques devra se prolonger au-delà de la fin de la période de fourniture des marchés subséquents dans les délais prévus dans le questionnaire méthodologique.

Les durées et dates de début et de fin de fourniture seront précisées au stade des marchés subséquents. Elles vaudront pour l'ensemble du périmètre

- Sauf mention contraire dans le bordereau des sites de consommation. En effet, il peut être prévu dans celui-ci que le rattachement/le détachement de certains sites de consommation intervienne à une date postérieure à la date de début de fourniture/antérieure à la date de fin de fourniture.
- Sauf en cas de rattachement/détachement d'un site en cours de marché, non prévu au bordereau, selon les modalités prévues à l'article « Evolution du périmètre ». La date de début/de fin d'exécution correspond à la date précisée dans la demande.
- Sauf en cas de survenance des besoins non prévisible (pouvant faire l'objet d'un marché subséquent spécifique).

5.2 HYPOTHESE DE DUREE DE FOURNITURE DES MARCHES SUBSEQUENTS

	Durée prévisionnelle de fourniture (Hors délais inhérents aux démarches préalables à la fourniture d'énergie)	Date de début de fourniture	Date de fin de fourniture
Hypothèse des 1 ^{er} MS privilégiée Electricité Gaz	2 ans	01/01/2026	31/12/2027
Hypothèse envisagée des MS suivants Electricité Gaz	2 ans	01/01/2028	31/12/2029

ARTICLE 6. PERIMETRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 PERIMETRE INITIAL

Le bordereau des sites de consommation remis au stade des marchés subséquents référence les lieux d'exécution des prestations (Points de Comptage et d'estimation (PCE)/Points de livraison (PDL)) effectivement alimentés en énergie, leurs caractéristiques et leurs historiques de consommation.

Pour les sites alimentés en électricité et gaz, le coordonnateur, au nom et pour le compte des consommateurs finaux concernés par le présent marché, autorise expressément les candidats à demander et à recevoir communication auprès des gestionnaires de réseaux d'électricité (ENEDIS) et de gaz (GRDF), des données techniques et contractuelles associées aux points de livraison visés à l'annexe Bordereau des sites (consommations et profil, tarif d'acheminement, puissance et courbes de charge, capacité journalière). Cette autorisation est valable jusqu'à la fin de validité de l'accord cadre.

Remarque : les historiques de consommation sont fournis afin de permettre aux candidats de déterminer un volume prévisionnel et de calculer les prix.

Sur décision de l'acheteur, un éventuel engagement de consommation pourra être mis en place au stade des marchés subséquents. Le cas échéant, ses modalités y seront précisées.

6.2 EVOLUTION DU PERIMETRE

Le périmètre du marché ne saurait être modifié hormis dans les cas prévus ci-après.

6.2.1 Détachement - rattachement

Le titulaire doit obligatoirement s'adapter à l'évolution des besoins : variations positives ou négatives du nombre de sites de consommation (évolution patrimoniale).

La faculté d'intégrer ou de supprimer des sites de consommation aux mêmes conditions de marché, sans frais ni pénalités, est limitée à une augmentation ou une baisse de maximum 10% par rapport à la consommation prévisionnelle annuelle de chaque marché subséquent, et ce, sur la durée du marché. Le % définitif sera fixé au stade des marchés subséquents. Tout % de flexibilité supplémentaire pourra faire l'objet d'une PSE (selon les engagements pris par les attributaires dans leur offre).

L'atteinte de cette limite est calculée :

- au niveau du périmètre global du marché subséquent
- sur la base de la consommation prévisionnelle du site rattaché/détaché sur une durée annuelle.
- avec une compensation des entrées et sorties de sites, selon les engagements pris par le titulaire dans son offre

Les modalités associées aux demandes de rattachement/détachement (modèles et contenu des demandes) seront fixées lors de la phase « Opérations préalables à la fourniture ».

La date de rattachement d'un site/ la date de détachement d'un site enclenche/met fin automatiquement à toute facturation. Les montants dus (termes fixes notamment) devront être calculés au prorata temporis.

Seuls les motifs tels que déménagement, démolition, vente ou cession d'un site à un tiers, cessation définitive d'activité sur le site ou changement définitif d'énergie pourront être invoqués pour retirer des points de livraison en cours de marché.

En cas d'atteinte de la flexibilité et/ou de retrait pour motif illégitime, le titulaire précisera dans son offre les conditions d'indemnisation associées.

Le Titulaire du marché subséquent n'est pas tenu d'intégrer un site :

- Distribué par un Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD) qui n'aurait pas été identifié dans l'étendue des besoins

- Dans le mois qui précède la fin d'exécution du marché pour tenir compte des délais de bascule du PCE auprès du Gestionnaire de Réseau de Distribution).

ARTICLE 7. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du CCAG-FCS.

Il est rappelé que l'ensemble des clauses contractuelles de l'accord-cadre et de leurs marchés subséquents sont acceptées par les attributaires de l'accord-cadre et le titulaire de chaque marché subséquent sans aucune réserve ni modification.

Toute clause portée sur une documentation, un tarif ou toute pièce transmise avec l'offre et contraire aux dispositions du marché, d'autres pièces constitutives, du droit public ou de la comptabilité publique, ou des textes en vigueur est réputée non écrite.

Les exemplaires notifiés par Le pouvoir adjudicateur font seules foi. Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont énumérées ci-dessous. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre et du marché subséquent, celles-ci prévalent dans l'ordre ci-après établi.

7.1 PIECES PARTICULIERES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

7.1.1 De l'Accord-Cadre

- L'acte d'engagement, dûment complété, daté et signé par la personne habilitée à engager l'attributaire ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre
- Le questionnaire méthodologique et ses annexes remis par l'attributaire à l'appui de son offre.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur au moment de la consultation (arrêté du 30 mars 2021), non joint au dossier et dont le titulaire est réputé avoir connaissance.
- Les Conditions de distribution (Gaz) / Le Contrat GRD-F et le catalogue des prestations GRD.

7.1.2 Des Marchés Subséquents

- Le cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre
- L'acte d'engagement des marchés subséquents, dûment complété, daté et signé par la personne habilitée à engager le titulaire ;
- Le bordereau des prix unitaires Marché subséquent ;
- Le bordereau des sites de consommation Marché subséquent (les données de consommation et données techniques ne sont pas contractuelles. Elles sont données à titre indicatif).
- Le questionnaire méthodologique et ses annexes modifiés le cas échéant par le titulaire.
- Les comptes-rendus, validés par les deux parties, des réunions entre le titulaire et le coordonnateur pendant la durée d'exécution du marché subséquent
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur au moment de la consultation (arrêté du 30 mars 2021), non joint au dossier et dont le titulaire est réputé avoir connaissance.
- Les Conditions de distribution (Gaz) / Le Contrat GRD-F et le catalogue des prestations GRD.

7.2 TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Toutes les mesures devront être prises pour être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, s'appliquant au présent accord-cadre et marchés subséquents afférents.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation intervient en cours d'exécution de l'accord-cadre et/ou des marchés subséquents, celle-ci se voit directement appliquée au présent accord-cadre et marchés subséquents s'y référant dès sa promulgation. Si une stipulation du marché s'avérait non compatible avec la dite réglementation, les parties se rapprocheront afin de déterminer les modifications à apporter à la dite stipulation.

7.3 PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

La notification du(des) accord(s)-cadre(s) comprend l'acte d'engagement, délivré par le coordonnateur, au(x) titulaire(s).

Le coordonnateur pourra remettre également au(x) titulaire(s), sans frais et sur demande, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du(des) accord-cadre(s). Les règles relatives à la cession ou au nantissement sont fixées par articles L.2191-46 et s. du code de la commande publique.

ARTICLE 8. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

A compter de la date de notification de l'accord-cadre, les attributaires seront mis en concurrence dans le cadre de marchés subséquents. La conclusion des marchés passés sur le fondement de cet accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

8.1 ENGAGEMENT DE REPONSE

Les attributaires de l'accord-cadre s'engagent à formuler une réponse et ce, à chaque mise en concurrence, selon les modalités fixées à l'accord-cadre et précisées au stade des marchés subséquents.

Il appartient aux attributaires de l'accord-cadre de prendre toutes les mesures pour faire face aux engagements. En cas de non-réponse pour un marché subséquent, l'attributaire de l'accord-cadre devra alerter le coordonnateur avant la date limite de remise des offres et motiver, justifications formelles à l'appui, de son absence de soumission à la consultation.

Le coordonnateur se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre à l'attributaire n'ayant pas apporté les justifications suffisantes à l'appui de son absence de soumission à la consultation, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation ou contrepartie financière et sans que décision n'entraîne la résiliation avec les autres attributaires de l'accord-cadre.

8.2 CONDITIONS DE LA MISE EN CONCURRENCE

La mise en concurrence relative à la passation des marchés subséquents est organisée au moment de la survenance du besoin.

Pour les marchés subséquents, la survenance des besoins peut notamment être appréciée au regard des considérations suivantes (liste non exhaustive) :

- Nécessité de renouveler les marchés de fourniture,
- Opportunité économique,
- Obligation juridique,
- Nécessité de lancer un marché pour de nouveaux sites de consommation.

Les attributaires de l'accord-cadre ne peuvent prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit avant le lancement de la procédure de mise en concurrence des marchés subséquents correspondants ou en l'absence de survenance du besoin.

8.3 CONTENU DE LA CONSULTATION

Le coordonnateur adresse aux attributaires de l'accord-cadre :

- **L'Acte d'Engagement (AE) du marché subséquent** qui vient préciser le présent CCP et ainsi fixer la durée du marché subséquent, la date prévue pour le démarrage de la fourniture, la structure, la forme et les modalités de variation du prix, tout autre élément qui se doit d'être précisé au stade du marché subséquent non connu à la date de l'accord-cadre ;
- **Le bordereau des prix unitaires du marché subséquent** (BPU) valant détail quantitatif estimatif ;
- **Le règlement de consultation du marché subséquent** qui vient fixer la date de remise des offres, la durée de validité des offres, les variantes et prestations supplémentaires éventuelles, les modalités d'envoi et de réception des offres et rappeler les modalités d'attribution ;
- Les bordereaux des sites de consommation à fournir et données associées comprenant :
 - La liste des sites (Nom, adresse, n°RAE – n°PCE)
 - Les caractéristiques techniques (option TURPE, puissances souscrites, courbes de charge , sous la forme d'un fichier .txt ou csv par Point de Livraison le cas échéant)(Profil, segment, CJS le cas échéant)
 - Les données de consommations indicatives, par poste horo-saisonnier (CAR)

8.4 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Les variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE) des marchés subséquents seront précisées au stade des Marchés Subséquents et notamment les modalités de présentation et d'analyse de celles-ci. Le coordonnateur se laisse la possibilité d'intégrer des variantes et des prestations supplémentaires éventuelle obligatoires ou facultatives.

Le coordonnateur précisera au moment de la notification du marché subséquent s'il retient ou non la prestation supplémentaire éventuelle.

A titre indicatif, il est possible que le pouvoir adjudicateur demande au titulaire de proposer dans son offre au stade du marché subséquent :

- une PSE obligatoire « Origine de la fourniture »

8.5 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les offres remises pour l'attribution des marchés subséquents engagent les titulaires de l'accord-cadre sur une durée de validité des offres, définie dans le règlement de consultation du marché subséquent. A titre indicatif, elle est envisagée entre 4 heures et 5 heures à compter de la date limite de réception des offres.

8.6 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le coordonnateur procède au classement des offres au regard des critères énoncés ci-dessous par ordre décroissant d'importance et affectés de la pondération suivante comprise dans la fourchette suivante :

Critères	Pondération	Note maximale
Valeur prix	Entre 60% et 80 %	Entre 60 et 80
Valeur technique (obtenue à l'accord-cadre ou actualisée)	Entre 40% et 20 %	Entre 40 et 20

Dans le cas où l'analyse aboutit à une stricte égalité des notes sur tous les critères énoncés ci-dessus, le candidat qui aura obtenu le plus de points sur le sous-critère puis sur l'élément d'analyse ayant la pondération la plus importante, sera retenu.

8.6.1 Modalités de calcul de la note prix

La valeur prix est déterminée à partir du prix moyen unitaire de fourniture et services en euros/MWh hors toutes taxes et contribution, TVA inclus.

Les modalités de calcul du prix moyen unitaire seront présentées en détail au stade des marchés subséquents.

8.6.2 Modalités de calcul de la note technique

Par défaut, la note attribuée sur le critère lié à la valeur technique correspond à la note ayant été obtenue par les titulaires de l'accord-cadre au titre de l'offre remise par eux pour l'attribution de l'accord-cadre.

Si les pièces des marchés subséquents le précisent, les attributaires ont la possibilité de remettre des éléments complémentaires qui viendront modifier le questionnaire technique remis au stade de l'accord cadre et qui donneront lieu à l'amélioration potentielle de la note technique, sur la base des mêmes critères que ceux utilisés à l'accord cadre. Les offres remises au stade des marchés subséquents ne pourront avoir pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre retenue au stade de l'accord cadre.

DISPOSITIONS TECHNIQUES

ARTICLE 9. OPERATIONS PREALABLES A LA FOURNITURE

La notification des marchés subséquents n'emporte pas début de fourniture, mais engage le Titulaire à **exécuter l'ensemble des démarches préalables et nécessaires à la fourniture d'énergie.**

9.1 REUNION DE DEMARRAGE

Après la notification du marché subséquent et impérativement avant la date de début de fourniture, le titulaire participe à **une réunion de démarrage** avec le coordonnateur (en présence physique, visio-conférence ou téléphonique des interlocuteurs commerciaux, techniques et de facturation du titulaire).

- Rappel des modalités de « **rattachement – détachement d'un site** » (outils utilisés, modèles de documents, méthode de prise de contact, etc)
- Rappel sur les entrées différées / détachement anticipé, le cas échéant
- **Echange sur le contenu des éléments à valider avec les membres**
 - **Consolidation** des éléments présents dans le bordereau des sites de consommation (exhaustivité du périmètre, dénomination des sites, adresse, caractéristiques techniques des sites, date de rattachement, etc.). En cas de reconduction, le titulaire devra tenir compte des demandes de changements d'intitulés de sites tels que mentionnés dans le bordereau des sites. Lors de la consolidation des éléments auprès des membres, le titulaire devra utiliser toutes les informations présentes dans le bordereau des sites de consommations.
 - Choix des **modalités de facturation** (mode de règlement des factures, modes de transmission des factures, modalités de regroupement (un ou plusieurs regroupements et leurs intitulés), champs de personnalisation, adresse de facturation, etc).
 - **Exonération** des taxes et des CEE le cas échéant. Il appartiendra au titulaire lors de la phase « Opérations préalables à la bascule » de procéder à une vérification de la liste des sites concernés par l'exonération de CEE, pour lesquels les prix CEE ne seront pas appliqués. Pour cela, il procédera lors de la validation de la liste des sites à une vérification des numéros de SIRET et code NAF de l'ensemble des sites
 - Validation des **contacts** techniques et facturation et des **contacts** espace client
- Echange sur **la méthodologie de gestion de la bascule et le calendrier associé**

Pour rappel, le compte-rendu de cette réunion est contractuel, conformément à l'article « Pièces contractuelles ».

9.2 METHODOLOGIE DE GESTION DE LA BASCULE

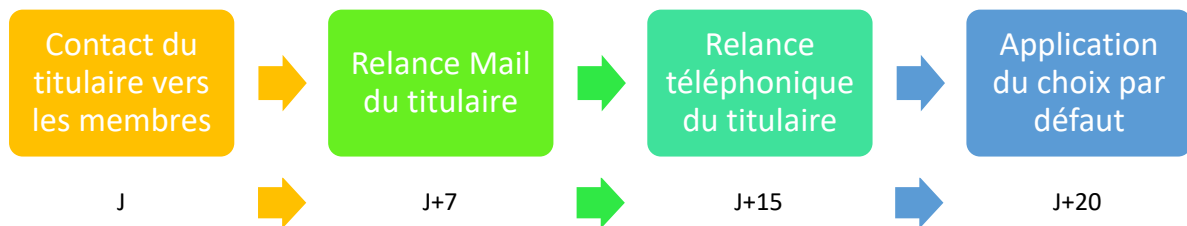
Le titulaire :

- Prend contact avec les membres sur la base d'une méthodologie validée par le coordonnateur (délais, méthode de prise de contact, contenus, etc)

Méthodologie indicative souhaitée par le coordonnateur :

- Le coordonnateur fournira au titulaire une liste de contacts techniques

- Le titulaire prendra contact avec les membres. Le titulaire rappellera aux membres les modalités qui s'appliquent par défaut en l'absence de retour de leur part dans les délais indiqués.



- Le titulaire fournira au coordonnateur un état des lieux des retours des membres afin qu'il puisse le cas échéant l'appuyer

- **Met en œuvre la bascule :** Demande OMEGA/SGE ou équivalent dans le cas d'un changement de fournisseur

Si le début de fourniture n'avait pas lieu dans les délais prévus, du fait d'une défaillance du fournisseur, hors responsabilité qui incomberait au GRD, le titulaire assumera les éventuelles conséquences financières d'un tel retard et s'expose à des pénalités telles que définies à l'article « Pénalités applicables relatives à la mise en œuvre de la bascule » 15.1 du présent CCP.

En l'absence de réponse des membres dans les délais impartis, par défaut, le titulaire s'appuie sur les éléments issus du bordereau des sites des marchés subséquents. La notification du marché subséquent vaut ordre de service de rattachement selon les dates de début de fourniture figurant au bordereau des sites de consommation.

- Paramètre son **système d'information de facturation** pour être en mesure de facturer correctement dès le début du marché l'ensemble des sites de consommation. En cas de reconduction, le titulaire fera parvenir aux membres un courrier explicatif associé à l'envoi de la facture de résiliation.

En l'absence de réponse des membres dans les délais impartis, par défaut, le titulaire s'appuie sur les éléments issus du bordereau des sites et du questionnaire technique. Il ne saurait se voir reprocher un retard de facturation en cas d'absence de réponse bloquant pour le démarrage de la facturation.

- Paramètre son **outil de suivi en ligne**
- Envoi d'un **mail de lancement de marché** contenant :
 - Un justificatif associé à la bonne mise en œuvre de la bascule : Demande OMEGA/SGE ou équivalent N° XXX faite le XXX (*export avec statut des demandes/capture écran demande GRD*)
 - La présentation des interlocuteurs
 - Les modalités de connexion à l'outil de suivi en ligne
 - Les modalités de rattachement – détachement (documents types ou mode d'emploi, rappel des modalités de traitement de la demande (délais titulaire, délais GRD, accusé réception, etc))
- Participe à une **réunion de lancement après la première facturation** (présentation de l'espace client, rappel des services proposés et des prix du marché (et révision), présentation des interlocuteurs, présentation des modalités de rattachement – détachement, présentation d'une facture type avec aide à la vérification et à la compréhension, etc). La présentation devra être envoyée pour avis avant la tenue de cette réunion. Celle-ci aura lieu dans les locaux de l'acheteur ou dans des locaux qui lui seront mis à disposition.

ARTICLE 10. RELATIONS CLIENTS

Le titulaire **se doit d'assurer une relation client efficace et de qualité** avec les membres et le coordonnateur en proposant outils et ressources nécessaires à la réalisation de l'ensemble des prestations.

Le titulaire répond avec réactivité à toute demande (demandes de conseil rattachement/détachement, rattachement/détachement, demandes d'information concernant les conditions d'exécution du marché, demandes de modifications contractuelles, réclamations, demandes figurant au Catalogue des prestations du GRD (mise en service, mise hors service, autres), etc.).

Afin de suivre le présent marché et ses évolutions, **le titulaire se doit d'assurer un niveau d'information suffisant.**

La relation client mise en place est précisée dans le questionnaire méthodologique du titulaire.

ARTICLE 11. ORIGINE RENOUVELABLE DE LA FOURNITURE D'ELECTRICITE

11.1 CONDITIONS ASSOCIEES A LA FOURNITURE D'ELECTRICITE D'ORIGINE RENOUVELABLE

L'électricité d'origine renouvelable sera issue d'électricité produite uniquement à partir de l'énergie hydraulique, éolienne, solaire, géothermique, houlomotrice, marémotrice ou encore de l'énergie issue de la valorisation de la biomasse.

Les certificats de garantie d'origine viennent certifier qu'une quantité d'énergie issue de sources renouvelables est injectée sur le réseau, à hauteur de la consommation concernée.

Les services associés à la fourniture d'électricité d'origine renouvelable sont précisés dans le questionnaire méthodologique du titulaire le cas échéant.

Le cas échéant, la fourniture en électricité d'origine renouvelable concerne un % déterminé du volume de consommation de l'ensemble des sites de consommation, tel que spécifié au stade des marchés subséquents.

L'acheteur se réserve le droit au stade de demander de l'électricité d'origine renouvelable au stade du marché subséquent via une prestation obligatoire ou facultative. Le pourcentage demandé sera précisé dans les pièces du marché subséquent.

Remarque : Chaque membre pourra choisir un % différent, mais ce % concernera l'ensemble de ses sites. Les % définitifs seront fixés dans le bordereau des sites des marchés subséquents.

11.1 CHOIX ASSOCIES A LA FOURNITURE D'ELECTRICITE D'ORIGINE RENOUVELABLE

% envisagé à titre indicatif : mentionné à l'onglet BPDF du BPU (à titre indicatif)

Méthode de chiffrage envisagé dans le cadre du marché subséquent : Coût en PSE obligatoire

Lot Concerné : 1

Electricité verte premium : Non

ARTICLE 12. ORIGINE RENOUVELABLE DE LA FOURNITURE DE GAZ

12.1 CONDITIONS ASSOCIEES A LA FOURNITURE DE GAZ D'ORIGINE RENOUVELABLE

Les gaz d'origine renouvelable seront issus d'installations de méthanisation (tel que décrit à l'article 3 de l'arrêté du 23 novembre 2011 fixant la nature des intrants dans la production de biométhane pour l'injection dans les réseaux de gaz naturel) approvisionnés par :

- Des déchets ménagers en installation de stockage de déchets non dangereux et assimilés
- Des déchets non dangereux en digesteurs
- Des produits agricoles en digesteurs.

Les certificats de garantie d'origine viennent certifier qu'une quantité d'énergie issue de sources renouvelables est injectée sur le réseau, à hauteur de la consommation concernée.

Les services associés à la fourniture de Gaz d'origine renouvelable sont précisés dans le questionnaire méthodologique du titulaire

L'acheteur se réserve le droit au stade de demander du gaz d'origine renouvelable au stade du marché subséquent via une prestation obligatoire ou facultative. Le pourcentage demandé sera précisé dans les pièces du marché subséquent.

Le cas échéant, la fourniture en gaz d'origine renouvelable concerne un % déterminé du volume de consommation de l'ensemble des sites de consommation, tel que spécifié au stade des marchés subséquents.

Remarque : Chaque membre pourra choisir un % différent, mais ce % concernera l'ensemble de ses sites. Les % définitifs seront fixés dans le bordereau des sites des marchés subséquents.

12.1 CHOIX ASSOCIEES A LA FOURNITURE DE GAZ D'ORIGINE RENOUVELABLE

% envisagé à titre indicatif : mentionné à l'onglet BPDF du BPU (à titre indicatif)

Lot Concerné : 2

Méthode de chiffrage envisagé dans le cadre du marché subséquent: Coût en PSE facultative

DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 13. PRIX DE L'ELECTRICITE

13.1 PRIX DE REGLEMENT

Les prix sont valables pour l'ensemble des sites de consommation figurant au bordereau des sites et ceux qui seraient rattachés ultérieurement ou en cours d'exécution des marchés subséquents.

Le prix de règlement contient :

- **Le tarif d'utilisation du réseau public d'électricité (TURPE)** et l'ensemble de ses composantes jusqu'au lieu de livraison. Il est constitué de composantes fixes et de composantes variables.
Il est facturé par le titulaire sans marge ni frais supplémentaires, sur la base des prix fixés par la réglementation en vigueur, conformément aux modalités contractuelles qui régissent le contrat unique. Toute évolution réglementaire, législative ou résultant d'une délibération de la CRE en cours d'exécution du marché subséquent impactant ceux-ci, sera répercutée à l'euro près
- **Les prix figurant dans le Catalogue des prestations du gestionnaire du réseau de distribution.**
Ils sont facturés sans marge ni frais du titulaire sur la base des prix fixés dans le catalogue des prestations du GRD en vigueur, conformément aux modalités contractuelles qui régissent le contrat unique. Toute évolution réglementaire, législative ou résultant d'une délibération de la CRE en cours d'exécution du marché subséquent impactant ceux-ci, sera répercutée à l'euro près
- **Toutes les taxes et contributions frappant obligatoirement la fourniture d'énergie.**
Elles sont facturées selon les taux en vigueur. Toute évolution impactant le taux ou de l'assiette des taxes applicables ou toutes nouvelles taxes ou contributions environnementales s'appliquant obligatoirement sur le prix de vente et/ou de distribution sera répercutée à l'euro près. Dans le cas où les sites donnent droit à une exonération totale ou partielle de certaines taxes, le titulaire répercute cette exonération selon les règles en vigueur.
- **Le prix de l'énergie.**

13.2 PRIX DE L'ENERGIE

13.2.1 Contenu des prix

Le prix de l'énergie contient :

- Les **prix unitaires de la fourniture d'énergie (PF)** figurant dans le bordereau des prix unitaires du marché subséquent.

Ils incluent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et couvrent notamment :

- Le coût unitaire de la **fourniture d'énergie et services associés (renouvelable le cas échéant)** et de manière générale toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution du marché subséquent.
- Les coûts unitaires liés à la mission de responsable d'équilibre incluant le **coût proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre**. Ils sont facturés sans marge ni frais. Ils ne doivent pas nécessairement être distingués du coût de la fourniture d'énergie et services associés sur la facture, sauf mention contraire dans le questionnaire technique.
- Le cas échéant, les coûts unitaires résultants pour le Titulaire des **obligations d'économies d'énergie** visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie, ainsi que les coûts des obligations d'économies d'énergies spécifique au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique.
- Les **prix unitaires résultants des obligations liées au mécanisme de capacité**.

Ils couvrent uniquement les coûts générés par les obligations de capacité des sites identifiés au bordereau des sites de consommation.

Ils s'ajoutent au prix unitaire de la fourniture d'énergie figurant dans le bordereau des prix unitaires du marché subséquent. Ils ne doivent pas nécessairement être distingués du prix unitaire de la fourniture d'énergie sur la facture, sauf mention contraire dans le questionnaire technique.

- Le **prix unitaire « Electricité d'origine Renouvelable »** le cas échéant.

Ils couvrent notamment :

- **Le coût des preuves exigées accompagnant la fourniture, précisées à l'article « Origine de la fourniture » du présent CCP.**

Le cas échéant, il s'ajoute au prix unitaire de la fourniture d'énergie figurant dans le bordereau des prix unitaires du marché subséquent. Il ne doit pas nécessairement être distingué du prix unitaire de la fourniture d'énergie sur la facture, sauf mention contraire dans le questionnaire technique.

13.2.2 Structure des prix de l'énergie

Les prix unitaires sont structurés de la manière suivante :

Concernant les prix unitaires de la fourniture d'énergie :

- Un Terme Fixe, en €/HT/an/site, applicable pour les C5 uniquement. Le terme TF est relatif aux coûts fixes de fourniture d'énergie.
- Des Termes Variables, en €/HTT/MWh, applicable par segment, par poste horo-saisonnier et par année civile. Les termes variables s'appliquent aux consommations transmises par le GRD par poste pour chacun des points de livraison, selon la définition locale de l'horo-saisonnalité du GRD en vigueur.

Il est laissé au choix des fournisseurs la possibilité de renseigner des Termes Fixes égaux à 0.

Concernant les prix unitaires « Electricité d'origine Renouvelable »

- Des Termes Variables, en €/HTT/MWh, applicable pour l'ensemble des segments et par année civile.

Concernant les prix unitaires résultants des obligations liées au mécanisme de capacité :

- Des Termes Variables, en €/HTT/MWh, applicable par segment, par poste horo-saisonnier et par année civile. Les termes variables s'appliquent aux consommations transmises par le GRD par poste pour chacun des points de livraison, selon la définition locale de l'horo-saisonnalité du GRD en vigueur.

Par défaut, lorsqu'un site change de segment, le prix qui lui est appliqué est celui du segment correspondant.

En cas de PDL qui changerait de segment en cours d'exécution du marché subséquent et si ce changement implique un changement de lot, le PDL concerné fera l'objet d'un changement de lot, afin d'être alimenté par le fournisseur Titulaire du lot correspondant à son nouveau segment, à la date de modification du PDL. Ces cas sont intégrés à l'évolution du périmètre prévue au présent CCP (excepté s'agissant des C3 devenant C2 suite à une modification du GRD) .

En l'état actuel de la réglementation (TURPE 6), les postes horo-saisonniers sont les suivants :

C1 – C2	5 prix horo-saisonniers	PTE, HPSH, HCSH, HPSB, HCSB (*)
C4	4 prix horo-saisonniers	HPSH, HCSH, HPSB, HCSB (*)

C5	1 ou 2 ou 4 prix horo-saisonniers, Selon la structure de comptage et selon que le site est un bâtiment ou un site en éclairage public	Base HP/HC (*) HPSH, HCSH, HPSB, HCSB (*)
----	--	---

(*) *Horo-saisons du TURPE*

Il est laissé au choix des fournisseurs la possibilité de renseigner des prix différenciés par poste et par année ou identiques quel que soit le poste.

13.2.3 Méthode d'achat et fixation

Le choix de la méthode d'approvisionnement s'effectuera au stade des marchés subséquents.

Le titulaire devra être en mesure de proposer les méthodes d'achat suivantes :

- **Achat Marché en une fois**

Il est déterminé par le titulaire du marché subséquent dans le bordereau des prix unitaires le jour de la remise des offres.

13.2.4 Description, méthode de détermination et d'évolution des coûts des marchés subséquents

Dans le cas où ces dispositifs évoluent selon des modalités qui ne sauraient être prévues dans les pièces contractuelles (exemple : 6ème période des CEE, refonte du mécanisme de capacité, nouveau dispositif de type ARENH), les parties se rapprocheront sur la base des textes publiés et un avenant sera contractualisé

a. Le coût proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre (CuSP)

Dans le cas d'une évolution, le bordereau des prix unitaires sera réactualisé par le titulaire du marché subséquent, applicable à dater de l'entrée en vigueur du prix déterminé tel que calculé selon les modalités ci-dessous.

Ce coût est publié par le gestionnaire du réseau de transport (RTE) et validé par la CRE.
Il fait l'objet d'une modification en cas d'évolution de la réglementation en vigueur, sans marge, ni frais.
Actuellement : $CuSP = 0$

b. Les coûts résultants des obligations d'économies d'énergies (CuCEE)

Un nouveau bordereau des prix unitaires sera établi par le titulaire du marché subséquent, applicable à dater de l'entrée en vigueur du prix déterminé tel que calculé selon les modalités ci-dessous.

Ces coûts sont visés aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie.
Ils sont calculés et modifiés (en cas d'évolution des coefficients du code de l'énergie, sans marge, ni frais) selon les dispositions ci-dessous :

$$CuCEE (\text{€/MWh}) = \text{Coeff}_{\text{CLASSIQUE}} \times (\text{PCEE}_{\text{CLASSIQUE}} + \text{Coeff}_{\text{PRECARITE}} \times \text{PCEE}_{\text{PRECARITE}}) \\ + (\text{Coeff}_{\text{CLASSIQUE}_{\text{nouv}}} - \text{Coeff}_{\text{CLASSIQUE}}) \times \text{NPCEE}_{\text{CLASSIQUE}}$$

$$+ (\text{Coeff}_{\text{PRECARITE}}^{\text{nouv}} \times \text{Coeff}_{\text{CLASSIQUE}}^{\text{nouv}} - \text{Coeff}_{\text{PRECARITE}} \times \text{Coeff}_{\text{CLASSIQUE}}) \times \text{NPCEE}_{\text{PRECARITE}}$$

avec

- $\text{PCEE}_{\text{CLASSIQUE}}$ (€/MWh cumac) = prix du CEE collecté auprès de consommateurs qui ne sont pas des ménages en situation de précarité énergétique, tel que renseigné par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires
- $\text{PCEE}_{\text{PRECARITE}}$ (€/MWh cumac) = prix du CEE collecté auprès des ménages en situation de précarité énergétique, tel que renseigné par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires
- $\text{Coeff}_{\text{CLASSIQUE}}$ et $\text{Coeff}_{\text{PRECARITE}}$ = coefficients réglementaires figurant au Code de l'énergie en vigueur au moment de l'attribution du marché
- $\text{Coeff}_{\text{CLASSIQUE}}^{\text{nouv}}$ et $\text{Coeff}_{\text{PRECARITE}}^{\text{nouv}}$ = nouveaux coefficients réglementaires figurant au Code de l'énergie
- $\text{NPCEE}_{\text{CLASSIQUE}}$ et $\text{NPCEE}_{\text{PRECARITE}}$ (€/MWh cumac) = prix d'achat des CEE complémentaires de la période considérée, tel que précisé par le titulaire au stade des marchés subséquents.

Actuellement : $\text{Coeff}_{\text{CLASSIQUE}} = 0.478$ / $\text{Coeff}_{\text{PRECARITE}} = 0.620$

Important : Le décret concernant la 5e période du dispositif des CEE, prévoit l'abaissement des seuils d'obligation des fournisseurs assujettis de 400 GWh à 100 GWh de manière progressive. En conséquence, il est explicitement précisé que cet abaissement des seuils doit être anticipé. Les coûts induits par cette évolution des seuils sont réputés être inclus dans le prix des CEE indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires. Les demandes de réévaluation ne sont pas recevables sur ce point.

NPCEE_{CLASSIQUE} et NPCEE_{PRECARITE} correspondent à un prix opposable, issu d'un prix moyen mensuel pondéré de cession des CEE publié par EMMY/c2emarket, sans surcoût, selon un calendrier à préciser par le titulaire au stade des marchés subséquents. Le prix définitif sera établi à l'issue de la période de publication. Ils peuvent aussi être égal à PCEE_{CLASSIQUE} et PCEE_{PRECARITE}, tels que renseignés dans le bordereau des prix unitaires initial.

c. Les coûts unitaires résultants des obligations associées au mécanisme de capacité (CuC)

Un nouveau bordereau des prix unitaires sera établi par le titulaire, applicable à dater de l'entrée en vigueur du prix déterminé tel que calculé selon les modalités ci-dessous.

• Calcul des coûts de capacité

Pour les sites profilés et les C4 télérelevés ou non : Les coûts de capacité facturés ne font pas l'objet d'une régularisation

Pour les sites télérelevés (C1 et C2 uniquement) : Selon le choix du titulaire

Si les couts de capacité ne font pas l'objet d'une régularisation, ils sont calculés et modifiés (en cas d'évolution de la réglementation en vigueur, sans marge, ni frais autre que ceux autorisés) selon les dispositions ci-dessous :

$$\text{CuCapa}(n) \text{ (€/MWh)} = [\alpha(n) \times (\text{Prix Capa}(n) + \text{Frais Capa}) \times \text{Coeff Secu}(n)]$$

Avec :

- α (poste) (kW/MWh) : coefficient déterminé par le Titulaire au Bordereau des Prix Unitaires, pouvant différer d'un poste horo-saisonnier à l'autre, selon les capacités du titulaire et pouvant différer d'une année civile à l'autre ;
- *Coeff Sécu* : coefficient de sécurité en vigueur
- $\text{Prix Capa}(n)$ (€/kW) : Prix de la garantie de capacité de l'année civile considérée tel que renseigné par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires
- Frais Capa (€/kW) : Frais de transaction sur la capacité tel que renseigné par le titulaire dans le Bordereau des Prix Unitaires, identique pour chaque année et chaque segment.

Actuellement : $\text{Coeff Sécu}(n) = 0,98$

Prix Capa (n) correspond à un prix opposable, issu des enchères précédant l'année de livraison n, sans surcoût (hors Frais Capa ci-dessus, renseigné au Bordereau des Prix Unitaires), selon un calendrier à préciser par le titulaire au stade des marchés subséquents. A des fins d'analyse, une hypothèse Prix Capa (n) est pré-renseignée dans le bordereau des prix unitaires sur la base des prix observés. Le prix définitif sera établi à l'issue de la période des enchères de capacité.

Si aucune enchère pour l'année considérée n'a lieu entre la date de notification et le début de fourniture de l'année n, le prix Capa facturé pour l'année n sera déterminé par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires.

Pour les sites télérelevés (C1 et C2 uniquement), dans le cas où les coûts de capacité facturés ne font pas l'objet d'une régularisation, chaque membre pourra demander chaque année au titulaire, de fournir le détail des calculs du Coût Réel de Capacité (avec les hypothèses utilisées) pour l'année n (tel que décrit ci-dessus) et pourra imposer la régularisation, s'il juge l'écart entre le Cout Facturé Capacité et le Cout Réel Capacité non justifié (surévaluation du Coût Facturé Capacité).

Pour les sites télérelevés (C1 et C2 uniquement), si les coûts de capacité facturés font l'objet d'une régularisation, Dans ce cas, au cours de l'année n, le Titulaire facture chaque mois un coût lié au mécanisme de capacité soit par le biais de coefficients tels qu'évoqués dans la formule ci-dessus soit un abonnement en €. Pour l'année civile N, on note CFC le Coût Facturé de Capacité total, en €. En début d'année N+1, le titulaire calcule le Coût Réel de Capacité pour l'année n selon les dispositions ci-dessous :

$$CuRCapa(n) (\text{€}) = [\text{Puissance PP1 (n)} \times \text{Coeff Secu}] \times (\text{Prix Capa (n)} + \text{Frais Capa})$$

Avec :

- *Puissance PP1 (MW)* : obligation définie par RTE, qui correspond à la moyenne des puissances atteintes soutirée par les sites de consommation de segment C1 - C2 au cours des heures déclarées PP1 par RTE au cours de l'année n, ramenée à une température extrême de référence, tel que décrit dans la réglementation en vigueur.
- *Coeff Sécu* : tel que défini dans la formule ci-dessus.
- *Prix Capa (n) (€/MW)* : tel que défini dans la formule ci-dessus.
- *Frais Capa (€/MW)* : tel que défini dans la formule ci-dessus.

Avant la fin du mois de mars de l'année N+1, le titulaire du marché subséquent procède à une régularisation, au titre de l'année n, en prélevant ou versant la différence entre le Cout Facturé Capacité et le Cout Réel Capacité.

d. Le coût unitaire de la fourniture d'énergie et services associés (Cuf)

Un nouveau bordereau des prix unitaires sera établi par le titulaire du marché subséquent, applicable à date de l'entrée en vigueur du prix déterminé tel que calculé selon les modalités ci-dessous.

ARTICLE 14. FACTURATION ET REGLEMENT

Le titulaire se doit de mettre en place tous les moyens nécessaires pour assurer une facturation au plus juste. Un process de pré contrôle des factures devra être mis en place par le titulaire. Celui-ci pourra faire l'objet d'une demande de présentation par le coordonnateur.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir appelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de

facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° Le numéro du bon de commande ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date d'exécution des services ;

7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;

8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Dans le respect des dispositions ci-dessus, les modalités de facturation et de règlement mises en place sont précisées dans le questionnaire méthodologique du titulaire.

Les factures ne respectant pas les modalités de facturation précisées ci-dessus et dans le questionnaire donneront lieu à une suspension du délai de paiement, jusqu'à l'obtention d'une facture cohérente et exempte d'erreurs.

14.1 ÉTABLISSEMENT DES DEMANDES DE PAIEMENT (FACTURES)

Pour chaque membre sur la base de ses consommations et selon les choix de regroupement opérés par chaque membre le cas échéant, le titulaire **émet et transmet/met à disposition une liasse de facturation, constituée d'une facture et d'un export des données de consommation et de facturation sur la base de chacune des factures éditées**, selon les modalités telles que spécifiées par le titulaire dans le questionnaire méthodologique.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ;

Index de début de marché : index de changement de fournisseur faisant foi

L'index de changement de fournisseur correspond à l'index contractuel commun aux deux fournisseurs conformément au référentiel « Procédure de changement de fournisseur » adopté par le Groupe de Travail Gaz et Electricité 2007 (GTG 2007).

Ainsi, l'index dit de « changement de fournisseur » faisant foi contractuellement pour l'ensemble des fournisseurs et des consommateurs est l'index déterminé par le Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD), monopole régulé par la Commission de Régulation de l'Énergie. La date associée à l'index dit de « changement de fournisseur » est transmise dans les flux informatiques du GRD. Cette date associée à l'index dit de «

changement de fournisseur », commune aux deux fournisseurs, est dans la plupart des cas différentes du 1er, sans pour autant pouvoir considérer les factures comme non recevables.

En cas de reconduction du précédent titulaire, par définition, il n'y a pas de changement de fournisseur (au sens du référentiel fonctionnement du monopole de la distribution et donc pas d'index « changement de fournisseur » relevé spécifiquement en début de marché par le Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD).

Ainsi, pour les sites à relevé semestriel, le Titulaire reconduit utilise :

- soit un index estimé *prorata temporis* selon l'historique de consommation.
- soit un index autorelevé transmis par le titulaire au GRD, selon les possibilités du titulaire (voir questionnaire)
- soit un index par relevé spécial, sur demande du membre.

14.2 MODALITE DU REGLEMENT DES SOMMES A PAYER AU TITULAIRE

Le règlement des factures s'effectue par chaque membre suivant les règles et délais qui lui sont applicables et tel que précisé dans le questionnaire méthodologique et lors de l'étape « Opération préalable à la fourniture ».

- Les personnes relevant de la comptabilité privée sont soumises aux règles fixées par la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie modifiée par la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010, reprises à l'article L-441-6 du code du commerce.

Conformément aux articles L2192-12 à L2192-14, R2192-10 à R2192-15 ; R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique,

Le délai maximum de paiement est de 30 jours après réception des factures correspondants aux demandes de paiement et à la demande de paiement final.

En cas de contestation concernant la date de réception, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours fait foi.

Le non-respect de ce délai entraîne de plein droit le versement au titulaire d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le Titulaire a droit, sans formalité, à une indemnité forfaitaire liée aux frais de recouvrement générés par le retard. Le montant de cette indemnité est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnité complémentaire sur présentation de justificatifs.

Dans le cas où ni le coordonnateur, ni le titulaire, ni le comptable assignataire ne sont responsables du dépassement du délai de paiement, aucun intérêt moratoire ni indemnité forfaitaire ne sont exigibles.

ARTICLE 15. PENALITES APPLICABLES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

- les pénalités ne sont pas révisables et sont applicables dès le 1^{er} euro ;
- le titulaire ne bénéficiera d'aucune exonération.

15.1 PENALITES APPLICABLES RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DE LA BASCULE

En cas de retard dans la mise en œuvre de la bascule (y compris des entrées différées), en dehors de toute responsabilité qui incomberait au GRD, entraînant coupure ou retard de facturation, le titulaire s'expose, sans délai, à une pénalité de 50 € par PDL et par jour calendaire de retard à compter de la date présumée de mise en service, ainsi qu'à la prise en charge des frais éventuels inhérents au retard.

15.2 PERIODE DE RODAGE (HORS MISE EN ŒUVRE DE LA BASCULE)

Une période de rodage de **5 mois** est prévue pour une appropriation totale des exigences du marché par le titulaire et pour aider à l'optimisation de la prestation de part et d'autre, notamment au regard des exigences en matière de facturation. **Cette période démarre à compter de la date de début de fourniture inscrite au BPD L du BPU.**

En cas d'entrée différée, l'acheteur prendra en compte la date de début de fourniture du/des premiers points de livraison.

Durant cette période, le titulaire s'exonère de tout risque d'application de pénalités.

A l'issue de la période de rodage, le titulaire s'expose à l'application de pénalités, conformément aux modalités précisées ci-dessous.

15.3 PENALITES APPLICABLES (HORS MISE EN ŒUVRE DE LA BASCULE)



En cas de non-respect des engagements de **niveau 1** pris dans son offre ou des prestations obligatoires, tels que définis dans le questionnaire méthodologique, le titulaire s'expose, après relance par mail du client et à l'expiration d'un délai de 7 jours calendaires, à une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard à compter de la date présumée de la prestation (selon les cas, par demande, par document/ livrable, par information, par fonctionnalité, par facture).

En cas de non-respect des engagements de **niveau 2** pris dans son offre, tels que définis dans la trame du questionnaire méthodologique, le titulaire s'expose, après relance par mail du client et à l'expiration d'un délai de 7 jours calendaires, à une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard à compter de la date présumée de la prestation (selon les cas, par demande, par document/ livrable, par information, par fonctionnalité, par facture).

Les pénalités sont cumulables par année.

Les pénalités au titre d'une année de livraison ne peuvent pas représenter plus de 5% du montant total du budget prévisionnel « fourniture » du membre / du coordonnateur correspondant à l'année considérée.

Le budget prévisionnel « fourniture » est calculé sur la base du BPU validé par les deux parties, après actualisations nécessaires (prix capacité, de CEE conformément aux dispositions du CCP), et sur la base des consommations indiquées dans l'onglet BPD L du BPU publié lors la consultation. Il ne comprend ni les taxes (Accises, CTA, TVA) ni l'acheminement.

Le membre procède seul au recouvrement des pénalités par émission d'un titre de recette.

ARTICLE 16. CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

16.1 RETENUE DE GARANTIE

Le présent marché ne prévoit pas d'appliquer une retenue de garantie sur les règlements effectués au profit du titulaire.

16.2 AVANCES

La notification de l'accord-cadre aux titulaires n'ouvre pas droit au versement d'avances.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché subséquent, les marchés subséquents ouvrent droit au versement d'avances, aux dispositions de l'article R.2191-3 à 5 du code de la commande publique.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 17. LANGUE ET MONNAIE

Toutes les pièces du dossier seront rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français. L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 18. SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE

18.1 SOUS-TRAITANCE

S'agissant d'un accord cadre de fournitures, la sous-traitance est interdite pour la fourniture.

18.2 COTRAITANCE

En cas de cotraitance et si le groupement est conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution de l'accord cadre et du marché subséquent, de chacun des entreprises du groupement d'opérateurs économiques pour ses obligations contractuelles.

L'acte d'engagement de l'accord cadre et de chaque marché subséquent indique ce qui doit être réglé respectivement au mandataire ou aux entreprises du groupement d'opérateurs économiques titulaire.

ARTICLE 19. AUTORISATIONS DE FOURNITURE AUX CLIENTS ASSURANT UNE MISSION D'INTERET GENERAL

L'obtention de cette autorisation relève de l'entière responsabilité du titulaire.

A défaut, le coordonnateur pourra procéder à la résiliation du marché pour faute, dans les conditions prévues au CCAG FCS.

19.1.1 Electricité

Le Titulaire doit détenir une autorisation de fourniture d'électricité aux clients non domestiques assurant une mission d'intérêt général, délivrée par le ministre chargé de l'énergie, par application des articles L.333-1 et suivants du Code de l'énergie.

19.1.2 Gaz naturel

Le Titulaire doit détenir une autorisation de fourniture de gaz naturel aux clients non domestiques assurant une mission d'intérêt général, délivrée par le ministre chargé de l'énergie, par application des articles L.443-1 et suivants du Code de l'énergie.

ARTICLE 20. DOMMAGES ET ASSURANCE

Conformément au CCAG FCS en vigueur, le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du client et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations et pour la couverture des risques induits par sa prestation.

À tout moment durant l'exécution du marché subséquent, sur demande du client, et ce dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande, le Titulaire doit être en mesure de justifier, au moyen d'une attestation, qu'il est couvert au titre des responsabilités évoquées ci-dessus.

A défaut de production desdits justificatifs, le coordonnateur pourra procéder à la résiliation du marché subséquent pour faute, dans les conditions prévues au CCAG FCS.

ARTICLE 21. DECLARATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le titulaire du marché subséquent devra fournir, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents, les documents suivants :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'ils ont satisfaits à leurs obligations fiscales et sociales (en outre, article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail) ou équivalent
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou équivalent (article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail)
- Une copie de la déclaration de détachement et une copie du document désignant son représentant sur le territoire national lorsque le co-contractant est établi hors de France (article R 1263-12 du code du travail)
- Une liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 (article D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail)
- Les documents et attestations énumérés sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

A défaut de production des dits-documents ou en cas d'inexactitude des renseignements fournis, le coordonnateur pourra procéder à la résiliation du marché subséquent pour faute, dans les conditions prévues au CCAG FCS.

ARTICLE 22. CONFIDENTIALITE

22.1 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5.1 du CCAG FCS

Conformément à l'article 4 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations.

Les données collectées sont utilisées par le Titulaire pour gérer les relations commerciales avec le coordonnateur et, à cet égard, ne pourront être utilisées à des fins de prospection commerciale ou opérations de marketing sans autorisation écrite. L'usage de la totalité des données échangées reste strictement confidentiel et leur diffusion est strictement interdite sans autorisation écrite.

22.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.2 du CCAG FCS.

ARTICLE 23. DIFFERENDS ET CONTENTIEUX

Tribunal compétent : TA/TGI de Toulouse Haute-Garonne.

Conformément au CCAG FCS, chaque membre et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le Titulaire et le membre doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées dans les conditions prévues à l'article 46 du CCAG FCS en vigueur.

A défaut d'accord amiable, les litiges susceptibles de naître de l'application du présent marché relèvent de la compétence exclusive du Tribunal compétent. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 24. EXCLUSIVITE

Le Titulaire dispose d'une exclusivité sur tous les marchés portant sur le même objet que celui de l'accord-cadre et pour toute la durée de l'accord. Toutefois, le coordonnateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre en cas d'impossibilité pour les attributaires de l'accord cadre et le titulaire des marchés subséquents de répondre aux besoins.

ARTICLE 25. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Conformément au CCAG FCS en vigueur, le coordonnateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Sont notamment considérés comme des motifs de résiliation pour faute (liste non exhaustive) :

L'attributaire de l'accord cadre ne justifie pas son absence de réponse lors d'une consultation organisée pour un marché subséquent.

Le cas échéant, la résiliation de l'accord cadre n'entraînera pas automatiquement la résiliation du ou des marchés subséquents en cours d'exécution, lesquels pourront être menés à leur terme, sauf si ces derniers sont également résiliés.

La résiliation de l'accord-cadre avec l'un des attributaires n'entraîne pas la résiliation avec les autres attributaires de l'accord cadre.

ARTICLE 26. RESILIATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Conformément aux CCAG FCS en vigueur, le coordonnateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché subséquent avant l'achèvement de celles-ci, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Sont considérés comme des motifs de résiliation pour faute (liste non exhaustive) :

- Le manquement aux obligations contractuelles de toute nature, de nature à mettre en péril les obligations de service du client.
- La non-production des justificatifs exigés aux articles « Autorisation de fourniture », « Dommages et assurances » et « Déclarations fiscales et sociales » du présent CCP.
- La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire.

Le coordonnateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire

ARTICLE 27. DEROGATION AU C.C.A.G. FCS

Le présent CCP déroge au CCAG – FCS s'agissant des articles suivants :

L'article « Durée et délais d'exécution des prestations » déroge à l'article 13.1.

L'article « Pièces contractuelles de l'accord cadre et des marchés subséquents » déroge à l'article 4.

L'article « Pénalités applicables » déroge à l'article 14.